

En Iran, l'élection présidentielle est totalement verrouillée

16 Juin 2021- Mediapart - par: Jean-Pierre Perrin

Le régime a tout organisé en vue d'une victoire de l'ayatollah ultraconservateur Ebrahim Raïssi, qui lui permettrait ensuite de succéder au Guide suprême. Contre lui, six candidats insignifiants ont été autorisés à se présenter. Une forte abstention s'annonce.

Jamais une élection présidentielle n'a été aussi verrouillée depuis la création de la République islamique d'Iran, en 1979. Le cœur du régime ayant porté son choix sur l'ayatollah Ebrahim Raïssi, aucun obstacle ne doit se trouver sur sa route. Même Mahmoud Ahmadinejad, qui fut président pendant deux mandats (de 2005 à 2011) et pour lequel une fraude massive avait été organisée pour permettre sa réélection, n'a pas été autorisé à se présenter. Il ne constituait pourtant pas une grande menace mais le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, n'a voulu prendre aucun risque.

C'est donc un vote *a priori* sans surprise qui doit se dérouler vendredi 18 juin en Iran pour désigner un successeur à l'actuel président Hassan Rohani, qui ne peut briguer un troisième mandat.

Sur près de six cents postulants, sept seulement ont vu leur candidature validée par le Conseil des Gardiens de la Constitution, organisme non élu et proche de l'aile la plus dure du régime, chargé de vérifier leur loyauté à l'égard de la

République islamique. Tous ceux qui auraient pu constituer une menace, fût-elle mineure, à l'encontre de Raïssi ont été sanctionnés.



Impression d'une affiche à l'effigie de l'ayatollah Ebrahim Raïssi, candidat du régime, le 7 juin à Téhéran. © Atta Kenare / AFP

La plus grosse surprise, c'est la disqualification d'Ali Larijani, président du Majlis (Parlement iranien) de 2008 à 2020, aujourd'hui proche conseiller du Guide suprême et que l'on peut ranger dans le camp conservateur, même s'il a soutenu Hassan Rohani sur le dossier nucléaire.

Du côté du « camp de la réforme », l'actuel vice-président Eshag Jahangiri, autre poids lourd de la vie politique, a été aussi éliminé. La faction réformatrice n'est plus représentée que par un inconnu, comme le sont d'ailleurs les autres candidats – mercredi 16 juin, l'un d'eux a annoncé son retrait. Cinq d'entre eux, dont Raïssi, se déclarent « *ousoulgarayan* » (« principalistes », c'est-à-dire favorables aux principes de la révolution islamique).

« Les candidats ne doivent pas franchir les lignes rouges »

Pas question pour les autres candidats de se démarquer du « *nizem* » (« système ») dans l'espoir de rafler des suffrages auprès des mécontents, soit une très large partie de la population. Le procureur général de Téhéran, Ali Alqassi-Mehr, l'un des plus hauts responsables du pouvoir judiciaire, dont le chef est précisément l'ayatollah Raïssi, a même été menaçant : « *Les candidats ne doivent pas franchir les lignes rouges du système dans leurs campagnes et discours.* » Dans le cas contraire, « *on s'occupera d'eux fermement* ». Ces « *lignes rouges* » sont habituellement la remise en question du principe de la République islamique ou celui du « *velayat-e-faqih* », qui instaure une tutelle de l'autorité religieuse sur le politique.

Mais si le cœur du régime a verrouillé comme jamais l'élection, c'est parce que celle-ci cache un enjeu autrement important : celui de la succession du Guide, actuellement âgé de 82 ans et que l'on dit malade. En traçant un boulevard pour l'élection de Raïssi, 60 ans, Ali Khamenei montre qu'il a désigné son successeur en même temps qu'il le place dans les meilleures conditions possible pour accéder à cette fonction, qui est la clé de voûte du système.

Car si le président de la République est un religieux, il peut prétendre devenir Guide suprême et se trouve en bonne position pour l'emporter – c'est ce qui s'était passé avec Ali Khamenei, qui était président en titre en 1989 à la mort de Khomeini, fondateur de la République islamique. Déjà, dans les coulisses du pouvoir, la bataille pour la succession fait rage.

Ali Khamenei ayant quatre fils, tous des dignitaires religieux, plusieurs d'entre eux, voire tous, aimeraient succéder à leur père. Leur handicap est qu'ils n'ont aucune présence publique. Le plus ambitieux d'entre eux est Mojtaba, un

homme de l'ombre qui dirige le tout-puissant Bureau du Guide, très lié aux services sécuritaires et aux pasdarans (Gardiens de la révolution).

« Cette élection est donc un paravent derrière lequel se joue la désignation du prochain Guide. L'ayatollah Raïssi ressemble d'ailleurs terriblement à Ali Khamenei. Il est en quelque sorte son dauphin, son fils spirituel. Il voit en lui sa propre jeunesse », souligne Ahmad Salamatian, ancien vice-ministre des affaires étrangères et ancien député d'Ispahan, qui vit à Paris.



Sur les grilles de l'université de Téhéran, lundi 14 juin, des affiches incitent à aller voter. © Atta Kenare / AFP

La force de Raïssi, c'est qu'il a façonné à sa guise l'institution judiciaire, où il a accompli toute sa carrière depuis les débuts de la République islamique et qu'il dirige depuis 2019. Il a aussi présidé pendant vingt ans le tribunal spécial des religieux, qui supervise aussi bien les dignitaires installés au sommet de l'État que les « *akhound* » (« mollahs ») de village. Longtemps procureur général adjoint, il a aussi un terrible passif en matière de répression, notamment en

1988, où il est accusé d'avoir fait exécuter plus de 3 500 prisonniers politiques, moudjahidine du peuple et militants de gauche essentiellement. Ces exécutions lui valent des sanctions de la part du Trésor américain mais, sur le plan intérieur, la reconnaissance des factions ultras.

À la tête du système judiciaire, qui est un pouvoir tentaculaire, avec la capacité de nommer les juges, il s'est constitué un réseau politique de première importance. En même temps, il l'a modernisé pour répondre aux attentes de la population. *« C'est un excellent organisateur, analyse Ahmad Salamatian. Avant lui, jamais le système judiciaire n'avait fonctionné comme l'ossature principale de la répression et du contrôle de la population. C'est un juge despote mais avec une conception mécanique de la justice. »*

Parmi ses réformes, celle du « *mehrieh* » (« affection »), une pratique islamique de dot qui oblige les maris, même sans ressources ou chômeurs, à verser à leur épouse en cas de divorce des dizaines, voire des centaines de pièces d'or, représentant des années de salaire, ce qui conduit chaque année à l'emprisonnement de milliers d'entre eux. Avec la diminution du nombre des pièces d'or à acquitter, beaucoup ont pu sortir de prison. Il a gagné aussi en popularité en multipliant les procès de responsables de la justice ayant touché des pots-de-vin.

Ne pas voter, un péché capital

Sa force de frappe, c'est aussi qu'il dirige depuis 2016 la fondation religieuse Astan Quds Razavi, la plus riche du monde musulman, à Maschhad (est de l'Iran), avec notamment dans son giron le sanctuaire de l'imam Reza, qui accueille chaque année entre 17 et 20 millions de pèlerins et, dès lors, bénéficie de revenus extraordinaires échappant à tout impôt. Il est d'ailleurs marié avec la fille de l'imam de la prière de cette institution, lequel est aussi le représentant du

Guide dans cette ville. La province du Khouzistan, où est situé Maschhad, apparaît donc comme un formidable bastion d'où il tire richesse, soutiens religieux et politiques, et d'où provient aussi une partie de son entourage.

Avec cette élection, Raïssi doit cependant laver l'humiliation subie face à Rohani, qui l'avait largement battu à la présidentielle de 2017. Pour cela, il lui faut obtenir un bon score. Cette fois, son principal adversaire risque d'être l'abstention – le taux de participation est estimé à moins de 40 % par les instituts de sondage iraniens – même si les fonctionnaires sont tenus d'aller voter, de même que les employés du pléthorique secteur public, ainsi que toutes les clientèles que le régime a pu se constituer en quarante ans.

La campagne électorale, quasiment inexistante, s'est ouverte dans l'indifférence et dans un climat de mécontentement général provoqué par une terrible crise économique et sociale, tandis que la pandémie ravage le pays. Les débats entre les candidats ont été ennuyeux et aucun d'eux n'a montré le moindre charisme ni ne s'est posé en challenger face au favori. Tous se sont déclarés capables de sortir l'Iran de son ornière économique, oubliant qu'ils participent peu ou prou à la gestion calamiteuse du pays, encore amplifiée par les sanctions américaines.

Aussi le Guide suprême est-il intervenu le 5 juin à la télévision d'État pour inciter les Iraniens à se rendre aux urnes : « *Ne pas voter à la présidentielle du 18 juin, c'est faire la volonté des ennemis de l'islam* ». « *S'abstenir aux élections pendant certaines périodes peut être un péché, un des pires péchés capitaux* », a-t-il ajouté, se référant à Khomeini.

« *Cette élection, c'est de l'ingénierie électorale*, explique Clément Therme, chercheur au Centre de recherches internationales (Ceri, Sciences-Po). *Le système a fabriqué une liste de candidats pour permettre à son candidat de gagner. Ce scrutin n'est plus une sélection comme auparavant mais une*

nomination dans un système totalement verrouillé. Ce verrouillage correspond à la peur de la fin du régime. Jusqu' alors, celui-ci cherchait à maintenir un certain degré de pluralité pour éviter qu' une opposition se constitue à l' extérieur. À présent, les partisans de la réforme ne croient plus à cette possibilité dans le cadre du système et certaines personnalités du régime parient même sur un changement de régime. »

Mahmoud Ahmadinejad a ainsi eu des mots très durs contre le régime. À l' autre bout du champ politique, le « camp de la réforme » a fait de même, en prétendant que l' élimination de ses candidats était « *une trahison de l' héritage de Khomeini* », qui, lui, voulait « *une participation maximum* » – ce qui est une contre-vérité.

« *C' est la fin de l' opposition à l' intérieur du système, commente Clément Therme. À présent, l' État visible, que représentait Rohani, va être remplacé par "l' État profond". C' est aussi la fin du "smiling mollah" ["religieux souriant"]. Le régime va gagner en cohérence mais cela risque aussi de poser problème. Car l' Iran a besoin d' entrer dans une phase d' ouverture économique et, pour ce faire, il faut une confrontation moindre avec les États-Unis. »* Dans la vie politique iranienne, le président de la République est celui qui plaide la cause de l' Iran à l' extérieur, notamment sur la question des sanctions, et qui personnifie l' ouverture. Raïssi étant aussi le candidat de l' appareil sécuritaire et des pasdarans, le grand écart va être difficile à tenir.

Shirin, une mère de famille de Téhéran, n' était pas encore complètement désabusée lorsqu' elle est allée voter à la présidentielle de 2017, croyant que le candidat pragmatique allait apporter une certaine ouverture du pays.

Aujourd' hui, elle est en colère devant la situation du pays : « *Dire que j' avais*

fait quatre heures de queue en pleine chaleur pour aller voter Rohani et j'avais même entraîné ma vieille mère. Cette fois, je n'irai pas. Et aucun de mes amis non plus. À chaque élection, on nous prend pour des marionnettes. Je n'irai d'ailleurs plus jamais voter. »